

Un congrès électoraliste

FIDÈLE à son évolution, le P.C.F. n'a eu garde de manquer à la tradition des partis réformistes qui réduit le congrès à un simple épisode de la bataille électorale. Episode monté à grand spectacle en l'occurrence, mais d'importance mineure : toutes les « décisions » n'étaient-elles pas connues d'avance et leur ratification n'apparaissait-elle pas inéluctable ? Le XVIII^e congrès fut sans surprise et se déroula sans cahot, selon le scénario prévu. Une préparation dont l'efficacité a fait ses preuves permettait à l'équipe dirigeante d'envisager sereinement la réunion de l'instance suprême du parti : aucune discordance ne viendrait troubler « l'unité sans faille » du parti.

La technique de cette préparation est bien connue. Une certaine liberté d'expression est assurée au niveau des réunions de cellule, mais la propagation d'idées non conformistes est fermement combattue lors des conférences de section. Les délégations aux conférences fédérales sont déjà épurées des éléments perturbateurs, et le choix des délégués nationaux parachève cette filtration, de sorte qu'au congrès, on est assuré de ne respirer qu'une atmosphère stérile. Et Marchais de se gargariser avec les chiffres : le Parti compte 19 000 cellules, dont 50 000 représentants ont participé aux conférences de section, qui ont élu 15 025 délégués aux conférences fédérales, qui ont approuvé le projet de résolution par 15 011 voix contre une et 13 abstentions ! C'est vraiment beau, la démocratie, surtout quand on fait parler les chiffres !

En fait, tout le monde sait que de nombreuses cellules en déliquescence, et qui ne se réunissent plus depuis des mois, n'ont pas discuté le projet de résolution. On a pu remarquer aussi la discrétion des « tribunes de discussion » ouvertes dans la presse du Parti. On sait peut-être moins que certains délégués « de toute confiance » ont voté sans l'avoir lu le projet de résolution, de confiance, comme il se doit ! Mieux, il est des sections où toute discussion sur le projet a été purement et simplement escamotée, ce qui n'a pas empêché les dites sections de voter des résolutions affirmant leur accord avec ce projet, voire de proposer des amendements. Dans ces conditions, que valent les 15 000 voix de Marchais ? Si l'on décompte les votes automatiques des bureaucrates et apparentés, combien reste-t-il d'organisations de base du Parti réellement représentées par cette unanimité ? Probablement moins d'une cellule sur deux, à moins que les chiffres de 19 000 cellules et de 450 000 adhérents... mais ceci est une autre histoire.

Est-ce à dire qu'il se développe un courant d'opposition parmi les militants de base du P.C.F. ? Pas encore, et c'est seulement sur l'absentéisme et la démobilisation des adhérents que les bureaucrates se sont ménagés une facile victoire. Lorsqu'elle affronte une opposition, la direction n'hésite pas à frapper fort, préférant affaiblir le mouvement en détruisant des cellules (voir les exemples récents d'Orsay ou de la rue d'Ulm), voire en sabordant carrément une organisation (exemple de l'U.E.C.) plutôt que de tolérer une remise en cause de sa ligne politique.

La sélection des délégués au congrès n'avait pas seulement pour but d'assurer l'unanimité des votes, mais aussi de donner une certaine image du parti. La composition sociale du congrès, son âge moyen, l'ancienneté dans le parti du délégué moyen, le pourcentage de femmes déléguées, etc., tout a été soigneusement pesé, dosé, préparé et contrôlé. Oui, la mise en scène était parfaite, et la réalisation n'a pas fait un pli, mais à qui

s'adressait le spectacle ? A quoi servait ce congrès ?

Les interventions des délégués le révélèrent parfois mieux que les rapports ou les résolutions dans lesquels on est obligé de noyer un peu le poisson. Toutes les interventions sont centrées sur les deux buts politiques du congrès : sur le plan intérieur, les préoccupations essentielles sont d'ordre électoral, et sur le plan international on s'efforce d'alimenter, dans le mouvement communiste, la croisade contre le P.C. chinois.

Fidèle à ses traditions de parfait exécutant des ordres de Moscou, le P.C.F. vole au secours du P.C.U.S. et vient occuper une place de choix dans le chœur antichinois. S'appuyant désormais sur l'autorité d'un congrès « unanime », la direction du P.C.F. va pouvoir relancer le projet, cher au cœur des dirigeants soviétiques d'excommunication du P.C. chinois par un concile du monde communiste. On a pu remarquer que l'intervention du délégué soviétique au congrès est restée relativement discrète sur le problème chinois. Pourquoi insister puisque, dans le rapport « grandiose » de Waldeck Rochet et dans bien des interventions, les attaques contre les dirigeants chinois et leurs « erreurs monstrueuses » occupaient plus de place que la lutte contre la guerre du Vietnam. Ce qui n'a pas empêché d'affirmer bien haut la solidarité du peuple de France avec le peuple vietnamien, de faire aux délégués vietnamiens des ovations retentissantes, et même de désigner une commission du congrès pour rédiger un « texte de solidarité avec le peuple du Vietnam ». Bref, tout le folklore habituel a été mobilisé, mais le folklore seulement, hélas ! car dans la pratique, cette solidarité reste bien abstraite et ne laisse que peu de trace dans les activités du P.C.F.

C'est que nous sommes en période électorale, grande consommatrice d'énergies militantes et objet exclusif de mobilisation des forces du P.C. L'accord du 20 décembre est venu couronner les longs efforts de l'équipe dirigeante en faveur de « l'unité ». S'il faut en croire les aveux qui transparaissent dans le rapport de Waldeck Rochet, la ligne opportuniste suivie depuis le ralliement du P.C. à la candidature de Mitterrand n'a pas été unanimement approuvée dans le parti. La signature du pacte électoral est venue à point pour fermer la bouche aux protestataires : N'est-ce pas la démonstration de l'efficacité de la ligne suivie ? Salué par la presse bourgeoise comme un retentissant retour du P.C.F. dans la vie politique française, porté au crédit personnel de Waldeck Rochet, l'accord se devait d'être ratifié par un congrès unanime.

Aux éventuels opposants, on a essayé de montrer que le contenu de l'accord du 25 décembre dépassait le cadre des prochaines élections et ne saurait manquer d'avoir des prolongements politiques. Sur ce point, la démonstration est restée faible, masquant mal l'extraordinaire carence de tout programme revendicatif proposé à la classe ouvrière. Mais, pour museler les désaccords, on dispose maintenant d'arguments massue : la décision du congrès et l'appel à la discipline de parti.

Pour l'équipe dirigeante, ce ne fut pas un congrès pour rien : elle a fait, sans douleur, avaliser par le parti une politique réformiste et liquidatrice. Mais l'aval est de pure forme, résultant à la fois de la pression bureaucratique et de la démobilisation des militants ouvriers. Le XVIII^e congrès n'aura été qu'une étape dans le processus de social-démocratisation du P.C.F.

Suzanne BERTHON

LE P.C.F. EST-IL

L'opinion d'UNIR

L'EXISTENCE même de ce dialogue infirme la thèse du journal trotskyste avec lequel nous l'engageons...

Pour la première fois, des communistes, membres du P.C.F., refusant l'insulte et l'anathème, osent écrire que les trotskystes ne sont ni des provocateurs policiers, ni des ennemis de la classe ouvrière. Ils proposent et engagent un libre débat qui implique la publication des thèses trotskystes dans les colonnes de leur mensuel.

Cette prise de position d'Unir, pour isolée qu'elle soit dans le mouvement communiste français, s'appuie sur de sérieuses références : c'est le XX^e Congrès du P.C.U.S. en effet — et plus précisément le rapport dit « secret » — qui a osé réfuter la calomnie stalinienne et considérer les trotskystes comme d'authentiques révolutionnaires. Et si le trotskysme demeure officiellement réprouvé, si la direction de notre P.C.F. en particulier demeure, à ce propos, dans la tradition stalinienne, il n'en est pas moins vrai que de vieux militants du trotskysme ont été, en U.R.S.S., libérés des camps de concentration et que la mémoire de plusieurs trotskystes assassinés par Staline a été réhabilitée.

Il est donc parfaitement normal que des communistes français, prenant en considération les résolutions du XX^e Congrès du P.C.U.S., abandonnant les méthodes calomnieuses du stalinisme et de son corollaire, le thozéisme, veuillent situer le problème trotskyste sur la base sérieuse d'une discussion politique honnête.

On nous assure que l'assassin de Trotsky a trouvé refuge en U.R.S.S., mais nous avons aussi appris que des trotskystes comme Toukatchevsky ont été réhabilités, et reconnu authentique le Testament de Lénine, qu'on qualifiait jadis de « faux trotskyste ».

Malgré le doute et l'équivoque des demi-mesures, une évolution se manifeste, dont ce dialogue n'est, au fond, que la conséquence.

C'est que les crimes staliniens n'ont pas réussi à tuer la pensée trotskyste, dont l'influence est réelle, notamment dans les milieux intellectuels. Le succès rencontré par les récentes et nombreuses rééditions des œuvres de Trotsky en porte témoignage. Lorsque l'analyse historique succède à la polémique, il est naturel que retrouvent leur juste place et l'homme qui, après tout, fonda l'Armée rouge et dirigea la Révolution bolchévique aux côtés de Lénine, et l'œuvre théorique qu'il élaborait.

Ces problèmes fondamentaux posés, il nous faut dire notre désaccord avec la tendance trotskyste qui édite la *Quatrième Internationale* en ce qui concerne sa tactique « d'entrisme » dans un parti communiste dont elle affirme qu'il ne peut être redressé.

Il ne s'agit pas d'un jugement sommaire sur le masque dont on s'affuble. Notre propre expérience nous a convaincus de la regrettable nécessité d'une tactique dissimulatrice, qui nous navre, littéralement imposée par la malhonnêteté des méthodes de la fraction bureaucratique du P.C.F. dans la répression de toute opposition loyale.

Mais, en son sein même, Unir a su instituer des formes de discussion démocratique et recherche le choc des idées au lieu de le fuir et de rejeter globalement toutes thèses opposées à celles de la majorité de ses militants. Par conséquent, les trotskystes n'ont aucune raison de faire de l'entrisme envers Unir, et leur clandestinité à notre égard prend la tournure injurieuse que nous refusons de leur appliquer...

La tactique d'entrisme est donc sans fondement vis-à-vis du P.C.F. si on le croit non redressable, et injustifiée avec Unir, si on veut dialoguer avec nous dans le respect mutuel.

Evitons un dialogue de sourds. Nous avons étudié attentivement les documents de la *Quatrième Internationale* et les critiques que ce mensuel nous a adressées.

Selon lui, l'espoir d'un retour au marxisme-léninisme par un redressement du Parti, consécutif à sa démocratisation interne, pour excellentes que soient nos intentions, serait voué à l'échec. Nous pécherions par naïveté. Ce que nous croyons déceler d'un redressement démocratique en U.R.S.S. relèverait de la phraséologie amoureuse, de même que les constatations que nous croyons pouvoir

faire pour ce qui concerne l'évolution du P.C.F.

En bref, nous sommes accusés de prôner une orientation à l'italienne, fortement teintée de réformisme. Partant de cet apriorisme, les trotskystes ont beau jeu d'écrire qu'« en fait l'histoire ne nous a pas donné d'exemple de la mutation révolutionnaire d'une formation politique gangrenée par 40 ans de sclérose bureaucratique, d'opportunisme et de néant idéologique ».

Nous serions assez d'accord pour admettre qu'une autoréforme de la bureaucratie est impossible, aucune classe ou caste n'étant candidate au suicide. Mais le problème est mal posé, car nous n'envisageons pas une autoréforme de la bureaucratie ; tout au contraire, nous organisons avec patience et ténacité la lutte du Parti contre la fraction bureaucratique qui ne se maintient qu'en violation de ses propres règles et statuts.

Notre position sur ce point nous apparaît plus marxiste que celle de nos critiques, auxquels nous ferons observer que Trotsky lui-même n'a jamais désespéré d'un redressement possible du Parti, et qu'il ne s'est résigné que très tard à la tentative de création d'une nouvelle internationale, et seulement à l'époque la plus criminelle du stalinisme.

On peut se permettre de penser que, dans une période de reflux du stalinisme, il eût sans doute modifié sa stratégie et sa tactique en conséquence.

Il faut bien admettre que le monolithisme stalinien est mort, que le phénomène stalinien, avec les conditions historiques nouvelles, ne pourra plus se reproduire de la même manière et que les appareils bureaucratiques sclérosés, eux-mêmes, doivent rechercher des formes « modernes » pour demeurer en place, tout en se proclamant antistaliniens d'ailleurs. Chaque jour souligne un peu plus nettement le divorce qu'il y a entre leurs paroles et leurs actes, car nous vivons à l'époque de l'éclatement du mouvement communiste en plusieurs tendances diversifiées qui finiront bien par trouver une forme de coopération sur le principal.

Soutenir la thèse de l'inévitable resurgence des castes bureaucratiques, telles que Trotsky les a définies, et qui se sont formées en U.R.S.S. notamment — sur la base d'une économie retardataire — ne répond en aucune façon à la réalité de l'évolution historique, économique et sociale. L'analyse marxiste de la société soviétique d'aujourd'hui, fortement industrialisée, scientifiquement très avancée, doit démontrer, par le même raisonnement, que la bureaucratie est appelée à y disparaître, puisqu'elle ne répond plus à la nécessité historique.

La description des buts et positions d'Unir que fait la *Quatrième Internationale*, en nous attribuant la recherche des voies pacifiques du socialisme, le soutien à Mitterrand, l'approbation du traité de Moscou, etc., n'est pas exacte et conduirait au dialogue de sourds, si nous suivions sur ce terrain.

Il est vrai que la vocation d'Unir, ses buts et ses moyens sont différents de ceux de la fraction trotskyste avec laquelle nous débattons. A partir du moment où des communistes se constituent en parti distinct, il est parfaitement logique qu'ils définissent un programme et une plate-forme spécifiques.

Tel ne peut pas être notre cas, puisque nous sommes partie intégrante du P.C.F.

Tout au plus pouvons-nous — et nous l'avons fait — soumettre aux militants qui nous lisent un projet de programme qu'ils discutent librement, en s'efforçant de faire pénétrer le débat programmatique fondamental au sein du Parti, à travers ses assemblées régulières.

Les trotskystes ébauchent leur programme en petit comité, et qui se rallie à eux doit s'y tenir. Nous considérons que c'est à la majorité du Parti communiste — dont les militants ont notre confiance, car ils s'éveilleront finalement — d'élaborer leurs thèses démocratiquement. En attendant, pour les aider à réfléchir et les armer, nous leur soumettons des idées collectives, dont ils ne sont tenus de ne retenir que la partie qu'ils approuvent.

Notre tactique tend à entraîner la majorité du Parti, non à nous couper d'elle en opposant un programme « définitif » (et de quel droit, en vertu de quel mandat serions-nous fondés à le considérer définitif ?) à la direction qui détient encore la majorité, par des artifices que nous dénonçons.

Cela nous conduit nécessairement à